

NE PAS

L'INTERNATIONALE LA PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS

PLIER

ENVIE DE PO

Le deuxième festival Ne pas plier a peut-être produit plus de changements que l'on pensait. On ne s'en est pas rendu compte lors des interventions, des discussions, des débats, et des repas communs. Les thématiques de Ne pas plier ont évolué, insensiblement mais profondément. Pas seulement parce que de nouveaux thèmes ont été abordés: l'envie de politique, l'expression des luttes par les fêtes ou le langage, l'idée du centre de ressources.

Ces nouveaux thèmes reprennent, sous une forme différente, les questions posées lors du précédent festival: l'éducation populaire, les formes d'expression, les réseaux. Ils les reprennent de façon plus vécue, moins abstraite: on n'a cessé de redécouvrir que *l'éducation populaire ne consiste pas à transmettre un savoir désincarné aux « pauvres », mais à donner envie de réinvestir la politique.* On a vu aussi que l'interrogation légitime sur les images et sur les formes, se repose de façon aiguë dans la rue, dans les mots à employer pour les luttes. On a aussi découvert que finalement il n'y a pas « besoin » de créer des réseaux, ils existent dans une multiplicité de lieux, de rencontres et de combats épars et disparates, auxquels font la plupart du temps défaut les ressources pour accéder à une meilleure visibilité. Si l'on a, insensiblement, fait ce déplacement vers le « concret », si l'on a délaissé les questions un peu générales qui alimentent nécessairement les premières interrogations, c'est aussi parce qu'on a emmagasiné des rencontres, des voyages, expérimenté des amitiés comme des désaccords, et partagé des moments communs jusqu'au plus profond de ces différences.

Le glissement de terrain de Ne pas plier n'est pas le produit d'une réflexion désincarnée, elle accompagne un vécu qui s'est amplifié ou enrichi. Les participations aux contre-sommets de Québec, Gênes et Bruxelles nous ont fait prendre conscience que pris dans la spirale de la médiatisation, le mouvement de contestation des politiques néo-libérales n'était pas aussi fort que ne le laissait croire le discours triomphaliste de ses porte-parole.

La visibilité croissante d'une contestation internationaliste semblait en effet se tenir à l'écart

des formes traditionnelles de syndicalisme ouvrier: militants associatifs investis principalement dans les combats pour les « sans », jeunes activistes développant la contre-culture marchande comme style de vie, membres d'ONG ou de collectifs agissant sur des thèmes aussi divers que l'annulation de la dette ou la taxation des profits financiers. Les luttes locales, au cœur du monde du travail, paraissaient plus que jamais « ringardisées ».

GLOBAL ET MUNICIPAL

Il faut évoquer aussi le rapport de force politique de cette période si peu propice aux mobilisations. Le découragement ou la rage impuissante éprouvés face à l'arsenal répressif et le mensonge généralisé des médias au service du capital, faisait éprouver plus douloureusement encore l'écart entre la contestation internationale et nos militantismes quotidiens, à l'échelle des villes et des quartiers. Il aura fallu cette période de gestation, de questionnement sur nos modes d'organisation, pour réaliser que *le niveau municipal où se trouvent nos luttes n'est pas un confinement ou un enfermement dans un particularisme coupé des questions globales, mais au contraire le lieu d'affrontement réel des mécanismes de domination*: un espace sur lequel la résistance politique a enfin prise, là où nos existences prennent sens. Les fondements électoraux de la démocratie ne se trouvent-ils pas dans les villes et les quartiers où les effets des politiques menées se font sentir en premier lieu? Cela ne veut pas dire que l'on récuse les autres formes de lutte.

POLITIQUE ?

Face à des modes de domination de plus en plus internationaux, il est évident que la résistance doit s'internationaliser – ce que la contestation de la politique libérale de « globalisation » a compris et mis en œuvre. Une telle internationalisation perd cependant toute sa force si elle reste à la traîne des sommets officiels dans le cercle enchanté de la visibilité publique. Ancrer le combat dans le militantisme de terrain, c'est alors refuser d'accepter les termes du débat imposé par l'idéologie dominante et ses contestataires accrédités. Il apparaît cependant difficile de tenir un discours critique sur la contestation.

Une des principales raisons nous renvoie à la permanence de notre engagement : la tendance à l'institutionnalisation des organisations (partis, syndicats, associations) pousse à crier au succès pour « entretenir la machine », ce qui reproduit dans le champ militant, la coupure entre les profanes et les professionnels de la politique. *Ainsi la dépossession des milieux populaires face à la politique – comme face à l'art - est corrélative de la concentration des moyens de production aux mains de « professionnels » qui s'octroient le monopole de la compétence requise pour jouer le jeu politique.*

L'internationalisation de la contestation redouble ce phénomène de concentration des ressources militantes entre les mains de quelques-uns, au point de constituer une véritable « jet set » de la contestation, qui va de manifestation en manifestation sans forcément assurer le travail politique de mobilisation, notamment au niveau des villes et des quartiers.

Cette division sociale du travail contestataire trouve son principe dans l'inégale distribution du capital culturel et scolaire (comme la plus ou moins grande maîtrise de compétences linguistiques), permettant de bien s'exprimer en public ou d'écrire rapidement des textes – tracts, communiqués de presse ou pages d'analyse « à chaud ». La forme principale de capital militant est constituée par un savoir-faire qui, de la prise de parole en assemblées générales à la capacité à organiser un rassemblement, une réunion ou à mobiliser des noms qui comptent. Elle fait alors de l'ombre aux formes moins reconnues de ressources politiques qui constituent une sorte de

capital social extérieur au milieu militant, à l'image du « radical chic » de certains artistes jouant de leur reconnaissance culturelle pour jouer à la politique. L'inégale distribution du capital militant se redouble par l'effet d'imposition médiatique dont la logique privilégie le spectaculaire d'une lutte internationale, festive et bariolée (ou bien « noire » et « violente ») à l'« archaïsme » d'une lutte ouvrière du type Danone ou Moulinex. Alors que les premiers apparaissent comme les « porteurs d'espoir », les autres, « fossiles » d'un monde ouvrier voué à disparaître, sont décrits en « désespérés ». Les principes sociaux de la division du travail contestataire renvoient alors à une hiérarchie des objets politiques : défendre son emploi apparaît moins « noble » qu'exiger l'annulation de la dette du tiers-monde ou l'instauration de la taxe Tobin.

L'INSTITUTIONNALISATION DE LA CONTESTATION

L'institutionnalisation des mouvements sociaux induit d'autres obstacles à la réception d'un discours critique sur la contestation, dans la mesure où elle implique une concurrence interne au champ militant. Ainsi la lutte pour la direction et les bénéfices de la contestation induit-elle une sélection des manifestations en fonction de l'investissement des groupes les plus structurés : tout comme certains partis politiques sont passés maîtres dans l'art du sabotage des manifestations qu'ils ne dirigent pas, le choix des manifestations internationales est soumis aux logiques d'alliances militantes.

Les médias ne se contentent pas de choisir et de désigner les porte-parole, ils choisissent les événements et les forces politiques dignes d'intérêt.

L'institutionnalisation liée à la médiatisation n'a pas seulement pour effet de clôturer le monde militant sur lui-même, ses jeux et ses enjeux. Elle produit une confusion entre les moyens et les fins de la contestation. Ce manque d'objectifs ne peut qu'accentuer les logiques d'appareils : à la différence des luttes ouvrières du début du siècle,

qui s'orientaient vers des idéaux de société alternatifs au système capitaliste, le mouvement social se retrouve à invoquer un processus de « transformation sociale » d'autant plus obscurément verbal (« un autre monde est possible ») qu'il oscille entre les vieilles recettes révolutionnaires et les mesures réformistes partielles.

La fascination pour le discours prophétique résulte de cette exaltation mystique d'un mouvement imaginaire, véritable discours d'importance qui tente de se donner une plus-value symbolique en tentant de rehausser la valeur de son objet : un héroïsme de la résistance assez peu porté à analyser la réalité des mécanismes sociaux de domination. Cette transformation des moyens en fins a un corollaire : les mobilisations deviennent les seules fins et, faute de victoires effectives suffisamment nombreuses et diffusées contre les politiques néo-libérales actuelles, on en vient à mesurer le succès à l'applaudimètre du nombre de manifestants et d'organisations présentes dans un collectif unitaire, ou à la portée médiatico-symbolique des rassemblements, comme l'illustre l'engouement pour le « carnavalesque ». Les justifications des rassemblements festifs résident dans leur existence même : créer des relations, produire des collectifs, regrouper les forces éparses. On peut cependant rester sceptique face à la théâtralisations à laquelle donnent lieu leurs imitations quand elles ne finissent par exister que pour les médias qui les font passer pour « la voix du peuple ».

UN LIEU POUR LE CONFLIT

Au bout du compte, *la fonction de mobilisation, qui appelle la logique mécanique de l'appareil, tend à prendre le pas sur la fonction d'expression et de représentation* que revendiquent toutes les idéologies professionnelles des hommes d'appareil. Les mobilisations festives finissent par perdre leur capacité à faire remonter les paroles « profanes » au niveau des « professionnels » de la politique, et à n'exister que dans la production collective d'une image narcissique d'elles-mêmes. *L'écart croissant entre les actions symboliques et les problèmes concrets, rencontrés et pris en charge par des organisations traditionnelles ou le secteur associatif, redouble alors celui qui existe entre les mouvements « anti-globalisation » et les luttes menées au niveau local.*

La division du travail contestataire est redoublée par le vide entre les mondes du militantisme, du journalisme et de la production intellectuelle ou artistique. Entretien par un certain nombre

d'agents qui ont intérêt à l'entretenir parce que le fondement de leur position est d'appartenir un peu à ces trois domaines, ils vivent de cette séparation et contribuent à l'entretenir en jouant le rôle d'intermédiaires entre les uns et les autres, en transférant les ressources d'un monde vers l'autre. Cette confusion fait apparaître qu'il n'existe pas d'espace d'expression des conflits sociaux. *Ce manque réside d'abord en l'absence d'un lieu où puissent se retrouver les uns et les autres, sans vouloir représenter qui que ce soit, ni les forces alternatives, ni la « voix du peuple », et donc sans se voir instrumentalisés par les luttes des uns et des autres.*

C'est à la construction d'un tel espace de croisement que Ne pas plier aspire... repas compris ! Ce « festival pour ne pas plier » n'a pas l'intention de rassembler les paroles éparpillées au cours des jours passés ensemble. Il aspire plutôt à en constituer une synthèse, ou plutôt à marquer l'état de nos réflexions sur les rapports aux médias, l'inscription des avant-garde de situation dans le travail culturel, et la nécessité d'un engagement politique au niveau municipal.

Franck Poupeau

Ce texte développe des éléments de « Revenir aux luttes ». N° 26 – 27 de la revue Agone.

BONJOUR C'EST NOUS

Ne pas plier est une association de drôles de citoyens organisés pour qu'aux signes de la misère ne s'ajoute la misère des signes. Association politique, utopique, esthétique et expérimentale d'éducation et de luttes populaires.

En octobre 2001 le deuxième Festival pour ne pas plier s'est déroulé à Ivry-sur-Seine autour de plusieurs interventions et débats. Avec Djorb Balmazovic (graphiste, groupe Skart) Yougoslavie / André Bénédetto (acteur, metteur en scène) / Jacques Bidou (Production cinéma) / Hélène Bissière (accordéoniste) / Luc Carton (philosophe) Belgique / La Chorale de la Braise Belgique / André Fontaine (Comité culturel pour les 13 de Clabecq) Belgique / Isabel de Bary (permanente à Ne pas plier) / Patrick Gimond (Apeis) / Gérald Goarnisson (responsable de régie de l'OPHLM, Ne pas plier) / Jean-Pierre Grunfeld (sémiologue urbain, Ne pas plier) / John Jordan (artiste) Angleterre / Ivana Moncilovic (Imigrativ art)

Yougoslavie / Franck Poupeau (sociologue, Ne pas plier) / Gérard Paris-Clavel (graphiste, Ne pas plier) / Pierre Rimbart (sociologue, journal PLPL) / Patrice Spadonie (Marches européennes des chômeurs) / Antonio Ugidos (psychologue, CRIPS) / Philippe Villechalane (Apeis, Ne pas plier)

Cette brochure est publiée par l'association Ne pas plier sous la direction d'Isabel de Bary, Gérard Paris-Clavel et Franck Poupeau. Les paroles, textes et images proviennent du travail du dernier Festival pour ne pas plier. Réalisation de la maquette, Barbarella Aubry-Crançon. Correctrice, Amina El Kouraychi. Avec le soutien du ministère de la Jeunesse et des sports et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Impression : IPA Patoux copyright 2001. Ne pas plier ISBN 2-910463-71-0 association Ne pas plier BP 3 – 94200 Ivry-sur-Seine France



IVRY-SUR-SEINE, OCTOBRE 2001 – Après Échirolles, le festival pour Ne pas plier se tient à Ivry. Pendant deux jours, 300 personnes, nos voisins, les voisins du quartier et les voisins du monde (québécois, anglais, belges, yougoslaves...), échangent leurs expériences, leurs points de vue et leurs rêves, font le point sur l'état de leurs luttes et l'élargissement des réseaux.

photo Jean-Pierre Boyer



IVRY-SUR-SEINE JANVIER 2001 – Repas de quartier. Ces rencontres nous permettent de développer avec bonheur des rapports singuliers aux quartiers et à la ville. Une base affective et politique indispensable à la volonté de changer le monde.

photo Leonardo Divrio

PHILIPPE – Les urgences au quotidien, ce sont les questions des droits de ceux qui n'en ont pas. Aujourd'hui la société règle en partie les questions les plus criantes de l'urgence, au travers du caritatif et des petites cases dans lesquelles on enferme les gens. En termes de droit et d'égalité, on est loin du compte. Tous ceux qui se battent sur ces questions sont confrontés à la fois à une nécessité de radicalité, qui n'est pas systématiquement associée à une réflexion théorique sur le besoin de radicalité, car le quotidien et le vécu de millions de personnes dans notre pays le nécessite. En même temps, la société s'habitue plus ou moins, elle accepte qu'il y ait des exclus. On sait que ça ne fait pas bien dans le paysage, mais on pense que c'est la fatalité, que ça a toujours été comme ça, qu'il y a des pauvres et des riches, des forts et des faibles, des dominants et des dominés, voir que c'est un mal «nécessaire» en quelque sorte le prix à payer de sa propre «inclusion». Nous, on pense qu'il n'y a pas d'obligation et pas de fatalité à ça.

ANNIE – C'est nous-mêmes qui devons être critiques par rapport à nos pratiques et l'on ne sait pas le faire.

PATRICK – *Si j'ai envie de politique, c'est parce que j'ai envie de me mêler de ce qui me regarde. On a appris aux gens à ne surtout pas se mêler de ce qui ne les regarde pas. On vit dans une société où il y a une centralisation des pouvoirs qui est inacceptable, où certains pensent que, comme on leur a donné le pouvoir, ils les ont tous et ils ne pensent surtout pas à le partager.*

LUC – J'appelle personnellement éducation populaire les dimensions culturelles de l'action collective ou, de manière un peu plus précise, les procédures d'accouchement des savoirs sociaux stratégiques. C'est quoi les savoirs sociaux stratégiques? C'est ce que recèle l'expérience de ceux qui vivent des situations d'aliénation, d'exploitation, et ce que recèle leur expérience, ce sont des savoirs pour transformer la société, socialement et politiquement

FRANCK P – Il y a une bataille qu'on a perdue, c'est bien la bataille des idées, des mots, la bataille pour la représentation du monde social et politique. On est confronté à des modes de domination de plus en plus subtiles. Ces modes de domination produisent une politique de dépolitisation qui consiste à enlever tout pouvoir de décision politique au profit de mécanismes économiques, qui produisent une destruction des collectifs.

PATRICK – Aujourd'hui ceux qui ont honte ne sont pas les coupables, il faut que demain les vrais coupables aient honte.

PIERRE R – *Souvent, les groupes de contestataires, qu'il s'agisse de partis, d'associations, de mouvements ou de collectifs, font comme si le rapport aux médias allait de soi. Ils pensent qu'on peut se servir des médias sans s'asservir aux médias, ou bien ils considèrent que cette question est secondaire.*

MALIKA – Quand le système d'exploitation on le vit dès le départ, donner un sens à sa vie, c'est faire en sorte que ce système-là change parce qu'il est insupportable. Pour moi, l'envie de politique c'est déjà une recherche de sens de vie, avec les engagements que ça suppose et au hasard de chances, car je considère qu'on a aussi de la chance de pouvoir exprimer ses envies.

PATRICK – C'est aussi la vie au jour le jour car l'indemnisation du chômage est très basse. Je rappelle que l'on vit dans un pays où six chômeurs sur dix ne sont pas indemnisés par les Assedic et la moitié d'entre eux perçoit moins de 4 000 F par mois.

CHRISTINE – Envie de politique, c'est rester «en vie».

GÉRARD – *Mon envie de politique, ce n'est pas un désir de politique, c'est un désir de vie et c'est une nécessité de politique. En terme de solidarité, d'où je viens et où je vis, c'est pour moi indispensable d'avoir une pratique politique de ma vie tout simplement.*

JOHN – L'étymologie du mot crise est un terme médical, c'est un moment où ton corps est malade.

IVANA – Si vous ne profitez pas de votre parole quelqu'un d'autre profitera de votre silence.

FADÉ – Je suis en France depuis 9 ans, je travaille, je cotise et je n'ai pas de droits. C'est dur pour celui qui a sa famille ici et celui qui a sa famille ailleurs. Nous travaillons et nous n'avons aucun droit. Je suis dans la bataille du collectif des ouvriers sans-papiers. Les ouvriers qui n'ont pas de papiers, qui travaillent, le patron ne paye pas et le gouvernement garde toutes les cotisations et nous n'avons le droit à rien.

IVANA – On pense qu'il est plus que jamais nécessaire d'avoir une politique pour, qui va se baser sur certaines valeurs et qui va construire et repenser une politique à partir d'une affirmation.

PATRICK – Ce sont les chômeurs les mieux indemnisés qui retrouvent le plus rapidement un travail.

GÉRARD – *On essaiera de voir la nuance entre communiquer et dialoguer. Communiquer, pour nous, c'est plutôt nuancer la communauté, c'est plus un discours médiatique qui exclut l'échange public de paroles singulières.*

PIERRE R – Accepter les débats et accepter de débattre dans les médias, c'est aussi accepter d'infléchir et de tempérer ces positions face aux experts de l'adversaire. Le débat vise avant tout à rapprocher des points de vue et à produire du consensus.

LUC – Le travail peut-il avoir du sens? S'il y a bien une chose qui devient aujourd'hui, pour moi, l'ordre du jour premier des luttes sociales dans le travail, c'est la question du caractère discutabile du travail dans l'emploi, la question du caractère insensé ou sensé du travail dans l'emploi.

FRANCK L – La langue de l’ennemi du management, c’est : projet, pédagogie de projet, savoir être au lieu de savoir-faire, ce sont tous les mots qu’utilisent les animateurs de gauche aujourd’hui. On s’est fait avoir. On a intégré les contraintes de la modernisation du capitalisme dans des discours que nous avons cru être des discours de gauche.

ANNIE – *Il ne faudrait pas faire croire qu’il y a un mouvement anti-globalisation qui n’est pas traversé par des contradictions et, y compris, des enjeux politiques en terme de développement du mouvement social. Il y a deux courants, il y a un courant qui, au prétexte de l’éducation populaire, veut mettre en place un mouvement social plus dans la stratégie du lobbying, c’est-à-dire peser sur les institutions politiques dans les formes. L’autre partie du mouvement social est plus dans la stratégie de convergence de l’ensemble des mouvements sociaux pour arriver à un contre-pouvoir réel par rapport à ces institutions politiques et financières. On a bien deux formes d’engagement même si tout le monde se retrouve de fait dans la même manifestation dans le mouvement anti-globalisation. Je ne dis pas anti-mondialisation car je suis pour la mondialisation et contre la globalisation capitaliste ou libérale, selon la sémantique de chacun.*

GERARD – **C’est sur ce travail de mémoire que se construisent des utopies. « Nouveau », c’est le mot « joker » du baratin publicitaire. Il n’y a rien de nouveau, c’est simplement la poursuite des choses, leur accomplissement qui est toujours arrêté, freiné et qui est quelquefois oublié.**

FRANCK P – J’ai un peu l’impression que la prolifération des liens, des réseaux qui s’installent s’avère compatible avec ce système capitaliste entre guillemets et s’en accommode tout à fait. Ces circuits qui s’ouvrent un peu partout sont en fait un peu fermés sur le reste.

PHILIPPE – La seule lutte, c’est de créer le rapport de force. Le rapport de force, il faut le construire à partir de notre proximité respective.

GERARD – On voit bien qu’on n’a pas ces outils en quantité et il faut absolument que l’on mène un combat sur la qualité. Le combat sur la qualité, ça veut dire apprendre à affronter la complexité des sujets pour leur donner une forme. Dans les mots c’est facile, mais dans la vie c’est très difficile car il faut qu’on continue d’apprendre, qu’on se rencontre et il faut qu’il y ait des transversalités.

JOHN – **On entend les noms de Seattle, Québec, Prague mais on n’entend pas les noms de Manila, de Nairobi, on les oublie.**

PATRICE – Nous pouvons dire que les politiques menées par les gouvernants rassemblés dans l’Union européenne ne sont pas simplement dans leur dimension sociale, des politiques marquées par des manques. On ne peut pas seulement dire qu’il faudrait plus de social, qu’il y a du retard, ce serait rassurant de le dire, mais ça n’est pas exactement cela qui se passe. À vrai dire, c’est même le contraire. Il existe une politique sociale menée par l’Union européenne, mais c’est une politique qui a trait aux questions sociales, qui va à l’encontre des intérêts des salariés, des chômeurs et des précaires des différents pays de l’Union européenne. Nous n’avons pas du tout affaire à une mollesse sur le terrain social, nous avons affaire à une politique pensée, organisée, coordonnée dans les différents pays et qui va dans un certain sens.

ANNIE – Il n’y a pas un réseau, il y a de multiples réseaux.

JOHN – *Si on continue la confrontation avec l’État, ça va être la fin du mouvement car ils ont le pouvoir dans la rue. Peut-être qu’on doit trouver les façons de détourner ce moment de confrontation.*

PATRICE – Pour nous qui sommes au réseau des marches européennes contre le chômage, la précarité et l’exclusion, l’enjeu est d’enrichir, d’élargir en nous retrouvant avec d’autres luttes qui s’opposent toutes à une même logique.

IVANA – On a compris qu’il fallait faire de la politique locale là où on est en exil. Il y a des gens qui sont invisibles aux yeux de l’État et il faut les rendre visibles.

FRANCK L – *Par exemple, comment faire comprendre d’une façon massive et généralisée qu’il n’y a pas de crise économique ?*

DANIEL – Le jour où vient l’affrontement, il est évident qu’on est pénalisé. Les gens qui en viennent à lutter, qui quittent le cocon, c’est qu’ils sont en situation de fragilité par rapport à leur intimité. Ils ont une souffrance dans l’intime alors qu’en face l’adversaire est fort, il a des anticorps casqués, des barrières, etc. Nous, on se retrouve avec une masse de gens qui ont une douleur et la douleur des autres s’ajoute à la leur.

PATRICK – *Quand un chômeur va mal, quand il est de moins en moins indemnisé, c’est l’ensemble du monde du travail qui est en danger. Il faut tordre le cou à une idée largement répandue par les libéraux et les capitalistes, selon laquelle plus on indemnise quelqu’un au chômage, moins il fera l’effort d’aller retravailler.*

JOHN – Pour moi, il était très important que le corps s’incorpore à la politique. L’idée de mettre ensemble le plaisir et la politique était au cœur de ce que l’on faisait. Dans le carnaval, on tourne le monde à l’envers et tout est possible.

ANNIE – Quand on pose une revendication ce n’est pas seulement sur le principe de réalité, c’est l’élaboration politique et dans quelle société on veut vivre et comment on veut vivre. Opposer violence et festif me gêne car on a toujours volé des immeubles, toujours installé des gens extrêmement différents dedans et on a toujours fait la fête.

DANIEL – **Il ne faut pas oublier que ce qui compte c’est moins la défense de la structure que la défense des idées qui l’ont fait naître.**



PARIS, 1^{er} MAI 2002 – «*Je vote contre Le Pen. Chirac, t'auras mon bulletin, t'auras pas ma voix*». Ne pas répondre aux urgences et à la pauvreté, ne pas résister aux emplois précaires, aux salaires indécents et au sentiment d'abandon, c'est nourrir les pires extrémismes, c'est donner prise au populisme



et à toutes ses dérives. « **La vraie lutte contre le fascisme, c'est la lutte contre la misère** », slogans édités et diffusés avec l'Apeis, entre les deux tours des élections présidentielles et distribués lors des multiples manifestations à Paris et en province.

photo Raphaël Trapet

Ma ville est un monde

Les objets de communication des villes ont réponse à tout. À les lire on à l'impression que tout va bien, que « ça tourne à fond » dans les services. Nos expériences nous montrent une autre réalité. S'il y a la présence de « tout », il y a malheureusement très souvent « l'exigence de rien ». Face au système capitaliste et à l'inflation aliénante de ses médias, la qualité de nos actions constitue une recherche et un enjeu essentiel. « Produire » ne suffit pas, il faut se risquer à inventer et diffuser autrement.

La citoyenneté désigne la participation aux affaires publiques. Il faut réapprendre sans cesse cette définition pour comprendre la politique de la mondialisation et son déplacement des pouvoirs. Mais s'il y a la nécessité d'affronter la « globalisation », cela ne doit pas faire oublier que partout c'est toujours quelque part : agir dans un endroit déterminé ne passe pas seulement par la réparation des malheurs dont les médias « décoorent » nos villes et nos villages, mais par **la mise en mouvement d'une multitude d'actes de civilités, de bonheurs au quotidien**. C'est ici et maintenant que s'expriment toutes les transformations sociales réelles, particulièrement pour celles et ceux d'entre nous qui vivent dans les villes périphériques dites de « banlieues ». La résolution de ces problèmes est sans doute la clé de la repolitisation de nos cités, de notre pays, du monde.

C'est l'appropriation de la ville par tous ceux qui la partagent et l'expérience des actions nécessaires à la transformation sociale, qui modifient les manières de voir et les manières de vivre. Comme de ne pas s'illusionner sur les autres et surtout sur soi-même. Les « outils » existent déjà dans la plupart des villes ; des revues, un théâtre, un cinéma, un office de la jeunesse, un centre culturel, des syndicats, des associations de luttes sociales, de fortes associations sportives... De ces lieux peut partir ou repartir le progrès social. Ils peuvent devenir des lieux d'expérimentation

du changement social à partir des pratiques collectives qui y sont présentes. À condition que leurs responsables arrêtent l'autosatisfaction. Cela suppose de repolitiser autrement les sujets partagés avec les citoyens, d'en améliorer ou réinventer les formes. Un lieu et un rythme, pour que l'expression libre fasse école.

De la vitalité

Les outils existent, mais la faiblesse des « communicants » des villes, leur absence de formation scientifique et technique, le poids des hiérarchies ne leur permet pas de combattre la misère des signes. Symptômes de l'abandon de l'espace public au privé, qui transforme le désir de vie collective en pulsion d'achat. Fort de son économie publicitaire, le privé assure une maintenance abandonnée par le service public. **Et si l'on enlevait la publicité dans nos villes ?** Si l'on installait des outils de qualité à l'écoute des exploités ? Mais non, les responsables copient les expressions maîtrisées par les exploités, les formes de la culture industrielle du capitalisme (la publicité, les magazines, la mode...). Les signes normalisés de la « vie publicitaire », fer de lance d'un système spectaculaire et marchand, sont repris par les services de communication, à travers les mobiliers urbains, les journaux municipaux et autres logos...

Ils amplifient, sans en avoir conscience, le système d'oppression symbolique. Devenir cons, pour devenir riches !

En ne rendant pas assez lisibles les origines politiques des problèmes de nos vies quotidiennes, les représentants des villes deviennent les responsables visibles du mal vivre. Pourtant toutes les vitalités heureuses produites par des « citoyens-citoyens », peuvent se révéler et unir leur force, si se met en place dans nos villes un « service de la transversalité ». Mais ne serait-ce pas déjà le rôle d'un service culturel ?

Dire sa colère

Les limites des engagements généreux des citoyens, dans tous les sujets de la ville, sont vite atteintes. Ils butent contre l'inertie des pouvoirs locaux, qui détiennent pourtant les moyens politiques, économiques et les

outils techniques de la transformation. Les institutions municipales frileuses et leurs bureaucraties deviennent de véritables entreprises de découragement : elles préfèrent se priver de compétences quand elles ne les maîtrisent pas, contribuant à l'usure des énergies singulières et à la dépolitisation. L'extrême difficulté à porter une critique dans l'espace de la ville contribue à la démobilisation de ceux qui ont envie « d'ouvrir leur gueule » ! On renvoie ceux qui en ont les moyens à des combats plus divertissants ou caritatifs, les plus pauvres à un repli aggravé dans leur solitude.

Le pouvoir isole le contestataire et le disqualifie en l'individualisant. Ils enlèvent toute portée politique à ses propos et transforme une critique nourissante en aigreur pourrissante. On retrouve le processus de « personnalisation » mis en œuvre par les grands médias.

Les meilleures intentions d'élus démocratiques et le dévouement d'employés communaux n'arrivent pas à dépasser le système construit sur l'abandon de la pensée critique. Beaucoup ont remplacé leur idéal de changement de société par la recherche de la paix sociale. Ils ne rêvent plus à la transformation du monde. Face à la misère, ils s'adaptent aux « lois » fatalistes des marchés financiers : « la lutte des places a remplacé la lutte des classes ». D'où les questions : **comment se produit et surtout se reproduit réellement le pouvoir technocratique municipal ? Quel contrôle a le citoyen sur les outils municipaux ?** L'absence de visibilité des systèmes et des enjeux est l'arme de tous les pouvoirs, fussent-ils démocratiques et de gauche.

Pas de fatalité

Combattre le « fatalisme médiatique » en repolitisant nos villes consiste à **créer du collectif là où l'on vit**. Redonner de la visibilité à la lutte des classes à partir de là où l'on est non seulement là où l'on travaille, mais aussi là où l'on habite. Si « l'universel, c'est le local sans les murs », abattons les murs des féodalités locales, pour transformer les lieux mous de leurs compromis électoraux en place forte de choix de vies différents. Le réseau sera d'autant plus universel qu'il sera intime.

Travailler sur l'intime et sur le voisinage, travailler collectivement sur le quartier, est nécessaire si on veut travailler sur le monde. Le monde ne peut se passer du quartier. Cela suppose d'accepter une part « d'inorganisation » de favoriser l'expression des désirs et de la spontanéité : c'est la démocratie participative. L'administration locale a la responsabilité d'établir des relations entre les différents collectifs autogérés. Seule la volonté d'une politique vécue comme un art de vivre, peut procurer l'énergie et les moyens d'inventer les formes de son partage, pour donner des droits aux désirs !

Sortir du silence

Il nous faut travailler à créer des situations démocratiques particulières et à organiser des rencontres, afin d'échanger les connaissances et les expériences. **Toucher la réalité en rendant visibles les causes de la misère** économique, la misère culturelle et sexuelle. Apparaît la nécessité de doter le débat de moyens d'écoute, de traces, afin de pouvoir travailler les paroles échangées et les restituer dans toutes leurs différences, plutôt que les oublier et perdre toute la précision d'un échange fort, aussi violent soit-il (les raisons d'explosion des douleurs retenues ne manquent pas).

Les douleurs sociales sont peu l'objet d'analyses critiques : les paroles des dominés rencontrent rarement une amplification publique ou des analyses scientifiques. La pauvreté relationnelle des couches moyennes comme la solitude mortelle des précaires restent absentes des priorités culturelles et politiques, ce qui laisse le champ libre à **un état sécuritaire qui prône le caritatif et le bénévolat, et criminalise la pauvreté et les militants.**

Mais où peut-on consulter les actes des débats publics : à la mairie, à la bibliothèque, dans tous les services ? Sont-ils même enregistrés ? Quels sont les outils de la transmission des savoirs des luttes dans nos villes ? Où est passé l'idéal d'émancipation par l'éducation ?

Sans éducation populaire, la démocratie reste un mot généreux qui veut dire tout et n'importe quoi : démocratie bourgeoise, parlementaire, représentative, participative...

La démocratie est une expérience continue, elle est la possibilité d'expression et d'échanges de toutes les singularités de chaque citoyen.

Le débat public n'est pratiquement jamais organisé par les pouvoirs culturels municipaux, mis à part la petite messe conforme et consensuelle de la rentrée qui définit le « programme-de-la-saison-pour-tous-les-goûts ». S'il y a des conditions personnelles aux goûts et aux couleurs, au beau et au moche, elles sont en grande partie fabriquées par ceux qui ont le pouvoir économique et social du jugement (municipal, national ou mondial), tout comme l'opinion publique est fabriquée par le commanditaire du sondage d'opinion. Enfermés dans leur croyance en la valeur de « l'œuvre d'art », les pouvoirs ne se soucient pas plus d'informer leurs publics des conditions historiques et sociales, des rencontres qui ont déterminé cette valeur. Ils ne se préoccupent plus de ceux qui n'ont ni l'envie, ni les moyens d'aller voir leurs expositions. Si c'est le spectateur qui par son regard fait l'œuvre, alors qui fait le spectateur ? **Les pouvoirs fabriquent des spectateurs à leur usage.**

La culture des luttes

La plupart des responsables des villes « fournissent du spectacle » mais ne partagent pas. Donner, c'est prendre le pouvoir s'il n'y a pas la possibilité de la réciprocité. Partager, c'est prendre le risque de l'autre, de la différence, du conflit. Cela est producteur de sens : du sens des luttes sociales par exemple ! Seuls les consensuels ont peur de la signification. Mais il n'y a pas d'espace reconnu pour l'expression des conflits sociaux.

Il faut réactiver l'idée et la pratique de « la culture comme instrument de la transformation sociale », afin de créer les contre-pouvoirs de la démocratie représentative. Le rôle de tout pouvoir véritablement démocratique n'est-il pas de donner les moyens à tous les contre-pouvoirs de se rassembler et de s'exprimer pour participer ? **Ils sont sa source.**

L'idée généreuse d'une pratique de la culture « élitaires pour tous », paraît bien décalée aujourd'hui où « l'élite » s'est coupée du reste la population. Faut-il se contenter de faire « descendre » la culture ?

À de rares exceptions près, la complexité de la culture savante est mise en forme par des pouvoirs qui n'en assument pas une éducation réellement populaire, n'en transmettent pas le désir au cœur même du travail, de l'habitat et des luttes sociales. Les notables laissent le champ inexploré de la culture populaire au populisme. Et si l'on faisait « monter » **la culture des luttes, la culture des « sans »** ? Où peuvent se confronter « l'excellence » des élites hiérarchisées et domestiquées par les pouvoirs et « l'exigence » nécessaire aux luttes des militants révolutionnaires (et curieux) ? Une « excellence » qui ne se met pas au service des dominés se trahit elle-même. **Quand se décidera-t-on à considérer le peuple autrement que comme un tiers objet. Alors qu'il est le sujet dont nous sommes partie intégrante ?**

Un autre obstacle réside dans la démobilité des syndicats et des partis qui ne mènent plus les luttes sur le terrain des formes. Dans les manifestations, par exemple, les slogans revendicatifs et inventifs, ainsi que les images signifiantes sont de plus en plus remplacés par les logos des « centrales ». L'expression est le passage obligé des idées : elle peut les porter ou les trahir, la médiocrité des « images de propagande » est là pour nous le démontrer par défaut. Pourtant, le dialogue avec ces organisations demeure vital car elles représentent toujours une part importante des forces de transformation. Malgré leurs manques d'offres et d'accueil pour participer aux luttes sur le terrain municipal, **il y a un enjeu majeur à militer dans sa ville, car elle est l'endroit où se réalise le monde.**

Nous pouvons agir en confiance aux côtés de nos réseaux affectifs les plus proches, nourris d'une réflexion et d'une pratique réellement collectives, qui prendraient à toute leur dimension de solidarité critique et active. Démontrant alors notre capacité à transformer le rapport social d'une manière ordinaire, à donner du sens et du bonheur à nos vies et de l'utopie à nos villes. Tous les jours, même le dimanche.

Gérard Paris-Clavel
septembre 2002

VIVI

COMM

LA COMMUNE

La Commune? Ce fut une fête, la plus grande du siècle et des temps modernes. L'analyse la plus froide y découvre l'impression et la volonté des insurgés de devenir les maîtres de leur vie et de leur histoire, nous seulement en ce qui concerne les décisions politiques mais au niveau de la quotidienneté.

Henri Lefebvre *La proclamation de la Commune*

Les sujets qui fâchent...

Lorsqu'un premier ministre a dit que la démocratie commençait avec des problèmes de couleur de boîtes à lettres, il a proféré un mensonge : la démocratie meurt et s'achève avec des problèmes de boîtes à lettres. Les réunions « crottes de chien et sécuritaire » dans les quartiers sont beaucoup plus qu'une insulte à l'intelligence populaire : elles sont la traduction du mensonge de la « proximité » et de la démocratie locale.

La démocratie ne peut être ni seulement locale (la ville à propos de la ville) ni seulement sectorielle (avec des jeunes à propos des jeunes). Cette démocratie-là s'appelle du contrôle social. Démonstration :

C'est une réunion d'un « comité d'initiatives d'habitants » d'un quartier pauvre (on ne demande à aucun bourgeois de faire des « projets », mais les pauvres sont supposés avoir des initiatives). L' élu du quartier arrive avec un ou deux responsables « des services » (fusibles politiques que l'on entendra très peu ou pas) dans une salle sinistre d'un équipement préfabriqué ou « réhabilité », où l'on a réuni les « représentants » des habitants type, ou plutôt le peuple tel qu'un élu notable se le représente : le beur de service, le vieux garçon chronique, la femme abîmée, et quelques travailleurs sociaux.

L' élu, très en forme, salue familièrement les « vedettes locales ». Il promet d'être bref parce qu'il est débordé, et sera très long. Il exposera tout ce qu'il fait pour le quartier, et notamment qu'il a bataillé contre les autres élus des autres quartiers pour que les bacs à fleurs arrivent dans ce quartier-ci. Il rappelle toutes ses promesses et démontre qu'il les tient toutes : dos d'âne rue Pasteur, poubelles rue Michelet, bacs à fleurs rue Victor Hugo et peut-être... suspense, un petit commerçant qui accepterait de revenir rue Pasteur, mais chut ! Je ne vous ai rien dit.

La promesse du rien

Curieusement, les habitants du groupe d'initiatives n'ont pas été consultés quand la municipalité a décidé d'implanter une grande surface qui a liquidé la quasi-totalité des petits commerçants : des rues entières aux vitrines à vendre. Une riveraine demande ce qu'on fera pour la rue Prévert ! Quand on traite les rues comme des clientèles, il vaut

mieux arroser chaque rue ! L' élu promet de pouvoir faire engager des jeunes du quartier par la grande surface commerciale située à la périphérie de la ville mais se déclare impuissant face aux contrats de travail temporaires, inacceptables qui seront pourtant acceptés, car « c'est mieux que rien pour l'instant ». Enfin il déplore qu'il y ait eu une pétition d'autres habitants contre l'installation d'un centre d'handicapés près de chez eux, parce que lui, y était plutôt favorable... Maintenant, évidemment, c'est foutu – dit-il.

Enfin, gardant le scoop pour la fin, il annonce le transfert sur ce quartier du futur lycée, et dit avoir gagné la bataille de l'emplacement. La salle très surprise lui dit que le quartier aurait pu être consulté et qu'ils ne sont pas si chauds que cela pour avoir un lycée... Colère : la décision a été prise à son initiative par le bureau municipal, sachant évidemment que c'était une bonne décision pour le quartier. Il rappelle que la dernière consultation pour les digicodes avait (presque) fait l'unanimité. Il partira avant la fin car il a une autre réunion à laquelle il ne peut arriver en retard. On aura pas eu le temps de parler du droit de vote des résidents étrangers, pourtant à l'ordre du jour.

Pouvoir choisir

Cette histoire banale illustre toute l'ambiguïté de la démocratie représentative locale entendue comme le devoir que croit avoir l' élu du peuple, de satisfaire les demandes concrètes de ses mandants. **La démocratie n'a JAMAIS eu pour fonction d'apporter des solutions, mais de formuler publiquement des problèmes, en confrontant les intérêts contradictoires en présence, et en vue de préparer des arbitrages temporaires entre ces intérêts.**

Était-il pensable que la municipalité donne le choix de la discussion à la population sur l'implantation d'une grande surface et de ses taxes professionnelles, ou d'un lycée, ou qu'elle n'abandonne pas le centre d'handicapé à la première pétition ? Répondre sincèrement à cette question permet de mesurer le chemin qui reste à parcourir entre l'actuelle démocratie de représentation et ses conseils de proximité, et ce que nous appelons démocratie de participation. **Le degré et la qualité de la démocratie se mesurent à la quantité réelle de pouvoir octroyée aux citoyens, dans leur capacité de modifier le fonctionnement réel d'institutions réelles** (école, OPHLM, entreprises, justice, santé, aménagement, culture, etc.). Ce qui définit un fonctionnement démocratique, ce n'est pas le respect des formes (conseils) sur des sujets anodins (bacs à fleurs), mais le sujet de la discussion

(des enjeux réels) et publicité des contradictions et conflits en présence. Il n'y a pas de plus grandes urgences pour les municipalités, à l'heure où l'école se prépare à être vendue aux opérateurs privés, que d'engager la discussion publique avec les citoyens, les élèves et les enseignants, sur les sujets qui fâchent : la sélection scolaire, les programmes, les dérogations à la carte scolaire, les enseignements, l'absence de pédagogie... Quelle municipalité démocrate s'y risquera ? Mieux vaut signer un « contrat éducatif local » où la mairie comptabilisera fièrement les heures de « culture du cœur » gratuites, offertes à la population.

Dans les « nouveaux territoires », les communes, vidées de leurs prérogatives, voient leur maigres possibilités de financements soumises à des dispositifs dessinés au niveau européen. La concurrence entre communes et territoires n'a jamais atteint une telle violence. Les communes se gèrent comme des entreprises concurrentes. Victoire du capitalisme ultralibéral. **Les décisions sont de plus en plus techniques parce que les montages financiers sont de plus en plus complexes et les problèmes sociaux de plus en plus explosifs.** La démocratie ferait perdre du temps. Dans la « nouvelle gouvernance », les élus choisissent avec soin les associations et les représentants du peuple appelés à valider des décisions déjà entérinées avec des experts, et appellent cela de la démocratie locale.

La ville est à nous

Nous voulons des modalités de démocratie participative qui associent des citoyens, y compris les plus précaires, des travailleurs des services, des usagers, dans l'expression, l'analyse et la délibération sur la manière dont les institutions fonctionnent. Nous exigeons le temps de la recherche, qui n'est pas celui d'une soirée-débat, mais d'une année-recherche. Nous demandons les moyens de faire ce travail et les conditions intellectuelles et politiques pour le mener à bien. Nous voulons des élus démocrates. Nous ne sommes pas leurs clients.

Le local n'a de sens que pour ce que l'on peut y travailler d'universel. Une école en difficulté ne reflète que la difficulté de l'Éducation Nationale toute entière, et nous revendiquons de nous en mêler. Qu'on nous invite à travailler localement sur les problèmes de l'éducation nationale, et l'on pourra commencer à parler de démocratie.

Franck Lepage
novembre 2002



BRUXELLES, DÉCEMBRE 2001 – Le « sommet » de Laecken réuni pour imposer l'Europe du Capital. Avec l'Apeis, présent au parlement européen des chômeurs, Ne pas plier a édité et diffusé 30 000 exemplaires d'un autocollant auprès des manifestants et participé aux débats sur les formes de l'engagement.

photo Leonardo Divrio



IVRY-SUR-SEINE, JANVIER 2002 – Un espace se libère dans la ville, on l'occupe avec une expression politique et civique. Un « chantier » pour les relations de quartier et l'échange des points de vue. Comment un affichage militant sur un mur « tenu » sur des durées distinctes des rythmes de la marchandise, peut produire de la politique.

photo Leonardo Divrio

**« – Combien de colliers
peuvent se faire
les grands patrons
et leurs serviteurs avec
les dents de ceux
qu'ils ont condamnés
à l'exclusion ? »**

Avant-garde de situation

L'APEIS, Association pour l'emploi, l'information et la solidarité créée il y a quinze ans essaye d'intervenir au quotidien sur les conséquences et sur les causes du chômage.

Elle a contribué à mettre des visages sur les statistiques, des témoignages sur les numéros de dossier... Les chômeurs et les précaires ont un passé composé, un futur conditionnel, un présent impératif.

La violence à tous les temps !

Les effets de la violence symbolique sont tout ce qu'il y a de plus réel. Les discours stéréotypés, la stigmatisation – jeunes, chômeurs(es), immigrés désignés(es), boucs émissaires de notre société –, qui entretiennent les clivages et le sentiment de « peur de l'autre », la criminalisation des pauvres, de ceux qui osent s'opposer à la logique de marché soit disant inéluctable, ne sont pas sans conséquence sur le quotidien de millions d'entre nous.

Comme l'a demandé Véronique dans une lettre adressée à son amie Viviane « *ne dites pas que je me suis suicidée, dites que j'ai décidé d'arrêter de souffrir* ». Combien sont-ils ceux qui décident d'arrêter là leur souffrance ?

Véronique, Hubert, mais aussi un copain de Bourges, de Bretagne, du Lot, le chômeur qui, il y a dix ans, s'est immolé aux portes de Bègles... J'ai envie de crier, de hurler pour qu'ils ne soient pas morts pour rien, pour que l'indifférence, le mépris, la solitude qui les ont tués soient bannis à jamais de notre société. Que transmettons nous à nos enfants ?

Quelles valeurs retiendront-ils quand, **chaque jour, le seul message qui leur est envoyé, est « nous clôturons à +2 ou -4 % ».**

Le système actuel impose des choix politiques qui créent des dégâts quotidiens dans la chair de ceux qui les subissent de plein fouet.

Un jour, Marie-France m'a confié : « *j'avais des problèmes, des dettes, les huissiers à la porte, je mangeais des pâtes et du riz tous les jours, mais quand j'ai perdu une dent, j'ai compris que j'étais devenue une exclue ! Ça y est, je ressemblais à ceux que je croise dans la rue, qui font la manche* ». Angoisse de rejoindre l'armée des ombres, premier signe corporel de la dégringolade vers le néant, sorte de compte à rebours programmé ! Pour Marie-France, la perte d'une dent a agi

comme un détonateur, elle a refusé cette fatalité. Militante du quotidien, elle s'est accrochée à ses copains de lutte et de galère comme à une bouée. Combien en ont la possibilité ? Combien de familles éclatées, de copains qui se « réfugient » dans l'alcool ou la drogue... ? Combien meurent à petit feu et en silence ? **Leur parole est confisquée en même temps que leur dignité. Y compris ceux qui veulent le bonheur à leur place, leur dénie le droit et les capacités de le penser et de le construire.**

Un passé composé

Depuis trente ans, les politiques imposées par le grand patronat se servent du chômage et donc des chômeurs(es) comme variable d'ajustement pour maintenir la pression sur l'ensemble du monde du travail et poursuivre leur logique de profit maximum. Il en résulte un chômage massif et structurel et une hétérogénéité de ceux qui en sont victimes. Les histoires, les cultures, le niveau de qualification, la sphère familiale, l'environnement social, l'âge, le système d'indemnisation selon que l'on ait, longtemps, peu ou pas travaillé, les aspirations sont autant d'éléments qui font qu'un chômeur(se) ne ressemble pas à un autre chômeur(se).

Les difficultés de mobilisation, de luttes et de réflexions collectives sont renforcées par cette hétérogénéité. Cependant, même si une grande majorité de nos adhérents est confrontée aux minima sociaux, les diversités d'approches, d'expériences et de désirs sont une vraie richesse et une ressource considérable pour notre association et au-delà. Pour la société entière, si tant est que celle-ci veuille bien s'en enrichir.

Un futur conditionnel

« *On nous offre quelque chose, c'est au mieux un cadeau, au pire de la charité, mais jamais on ne donne de droits* ». Notre avenir est conditionné par ce que nous serons en capacité de faire ensemble. Face aux tentatives hégémoniques des marchés financiers, des politiques à leurs bottes et des institutions par trop aliénées, des ripostes de plus ou moins grande ampleur s'organisent.

Un peu partout dans le monde, des hommes, des femmes se rassemblent et essayent de reconstruire un rapport de force. Ces multiples luttes sur des thèmes variés (environnement démocratie, les « sans »...) se heurtent

à une offensive libérale considérable et ont du mal à se fédérer en un vaste mouvement.

Notre futur individuel et collectif est pourtant lié à la réussite ou à l'échec de ces mobilisations. Il n'en existe pas de modestes. Tout ce qui peut participer à une reprise d'utilité, de confiance en soi, tout ce qui peut redonner sens, faire passer de spectateur à acteur, peut contribuer à faire changer la culpabilité de camp, à montrer du doigt les vrais responsables et à construire des alternatives de changements radicaux. Plus les individus sont exclus par le système actuel plus le chemin sera long pour impulser de nouveau une participation citoyenne ?

Un présent impératif

Les petits pas franchis par les plus exclus d'entre nous constituent en fait des pas de géants pour ceux qui les font.

Notre association par sa démarche d'accompagnement, par l'expression de la solidarité au quotidien qu'elle essaye de faire vivre, par la reconnaissance de l'autre comme un être humain respecté dans sa dignité et sa citoyenneté, non seulement redonne un sens au sentiment d'appartenance à un groupe mais de plus, rend cohérent et possible, sans rien remettre au lendemain, une société où tout projet aurait « l'Homme » pour finalité.

Les plus méprisés, les plus exclus, les plus mis à la marge, en acceptant de témoigner, manifestent une sacrée dose de confiance en soi et en les autres, ceux qui le font, ne versent pas dans le misérabilisme, ils rejettent toute approche compassionnelle. Ils donnent à voir à la société tout entière le désastre d'une logique amenant l'humanité vers le néant. **Ces « éclaireurs de conscience » sont une chance pour nous tous. Ils nous invitent à retravailler le sens de notre vie en commun, le fonctionnement de nos institutions, (politiques, syndicales, associatives...), les modes de pensées, d'éducation, de transmission des valeurs et des savoirs.**

C'est en partant des urgences respectives que nous contribueront ensemble à améliorer le quotidien des classes populaires et des précaires. Si l'intérêt général ne peut pas être la somme des subjectivités, il en est à coup sûr la conjugaison.

Patrick Gimond
novembre 2002

Parler *pour* les médias, se taire *sur* les médias

Qu'elles soient cotées en Bourse ou qu'elles s'apprêtent à l'être, que leur capital soit détenu par des groupes industriels ou qu'elles bénéficient de la manne publicitaire, les entreprises de presse ont un intérêt à la perpétuation et à l'épanouissement du capitalisme. À bien des égards le parti de la presse et celui de l'argent ne font plus qu'un.

Dès lors, se pose la question du rapport qu'entretiennent les mouvements qui s'opposent au capitalisme avec les médias qui œuvrent à son épanouissement.

Pourtant, les groupes contestataires agissent parfois comme si le rapport aux médias allait de soi : ils pensent se servir des grands moyens de communication sans s'y asservir. Estimant qu'il y a tout à gagner d'une médiatisation accrue, ils répondent aux sollicitations incessantes de la presse, participent à des instances de concertation médiatiques, multiplient les entretiens. Bref, ils acceptent de parler pour les médias. Et, simultanément, de se taire sur les médias.

Parler pour les médias, c'est octroyer aux journalistes le pouvoir de sélectionner les mouvements et leurs porte-parole

Les médias concentrent d'abord leur attention sur les mouvements les plus conformes aux clichés journalistiques. La contestation doit être un spectacle : formes d'action « novatrices » plutôt que manifestations classiques ; slogans qui sonnent comme de la publicité ou des titres de presse, plutôt que mots d'ordre « revendicatifs » perçus comme ennuyeux ou « corporatistes » ; manifestants éduqués généralement issus des classes moyennes (les autres, pour accéder aux médias, doivent s'être déclarés « prêts à tout pour sauver leur emploi », y compris faire sauter leur usine).

En règle générale, les journalistes privilégient ce qu'ils jugent « nouveau » : « nouveaux mouvements sociaux », « cyber-résistances ». Les mobilisations « traditionnelles » sont quant à elles jugées « archaïques », notam-

ment parce qu'elle sont liées aux classes populaires dont les journalistes ont scellé le destin historique.

Les luttes des chômeurs étaient « nouvelles » il y a trois ans ; les médias les présentent aujourd'hui comme « traditionnelles ». On parle donc d'autre chose. De même qu'ils sélectionnent les mouvements contestataires, **les médias choisissent les porte-parole les plus conformes à leurs attentes** : des intervenants sachant se plier aux exigences professionnelles des journalistes, toujours disponibles et, surtout, disposés à accepter la personnalisation des luttes collectives. Les représentants de la contestation sont sommés de dévoiler une partie de leur vie privée, de leurs goûts et de leurs aventures personnelles plutôt que d'exposer les objectifs, les combats et la pensée des mouvements qu'ils sont censés représenter.

À ces contraintes professionnelles s'ajoute une sélection sociale : **les journalistes choisissent des interlocuteurs qui leur ressemblent**. Majoritairement issus des classes cultivées et souvent diplômés d'écoles qui leur inculquent une sociabilité bourgeoise, les journalistes jugeront spontanément « meilleur », plus « intéressant », plus « percutant », celui ou celle qui s'exprimera avec leurs mots et leur système de référence.

Ainsi, ce sont progressivement les médias, pas les militants, qui « élisent » et rendent célèbres les représentants du mouvement. Or les critères d'excellence médiatique sont différents des critères militants. À une forme d'autorité militante basée sur l'expérience, le savoir-faire, la camaraderie, l'aptitude à payer de sa personne, se substitue une autorité construite sur la gloire médiatique.

Mais pendant que les médias offrent à certains d'être vus, ils taisent l'existence d'autres contestataires, moins sollicités par les animateurs d'émissions d'actualité : les chômeurs en lutte, les délégués syndicaux qui se battent dans leurs entreprises.

Parler pour les médias, c'est se prêter au simulacre des « débats »

Les porte-parole sélectionnés par les médias de mouvements privilégiés par les médias sont constamment sommés de participer à des « débats » censés exprimer la vie démocratique. L'idéologie sous-jacente des débats suppose que l'on peut régler les

conflits en améliorant la « communication » entre les deux protagonistes. Sur les plateaux de télévision, avec des politiques, des experts, des intellectuels mondains ; dans les colonnes des journaux, en menant une tribune qui sera immédiatement ensevelie sous dix autres points de vue contraires. Il faut jouer le jeu.

Le « débat » vise en fait à rapprocher des points de vues et à produire du consensus. Or le travail des contestataires consiste à créer du dissensus, à encourager une rupture, un court-circuit idéologique et politique. En définitive, le « débat » est un excellent moyen de civiliser et de discipliner les opposants à l'ordre. Et finalement de les cantonner dans un rôle d'aile gauche du discours dominant. Car à force de jouer le jeu, ces opposants oublient qu'ils étaient venus pour casser le jeu.

Se taire sur les médias

Invités à s'exprimer dans les médias, les opposants à l'ordre néolibéral s'abstiennent systématiquement de formuler un certain nombre de critiques.

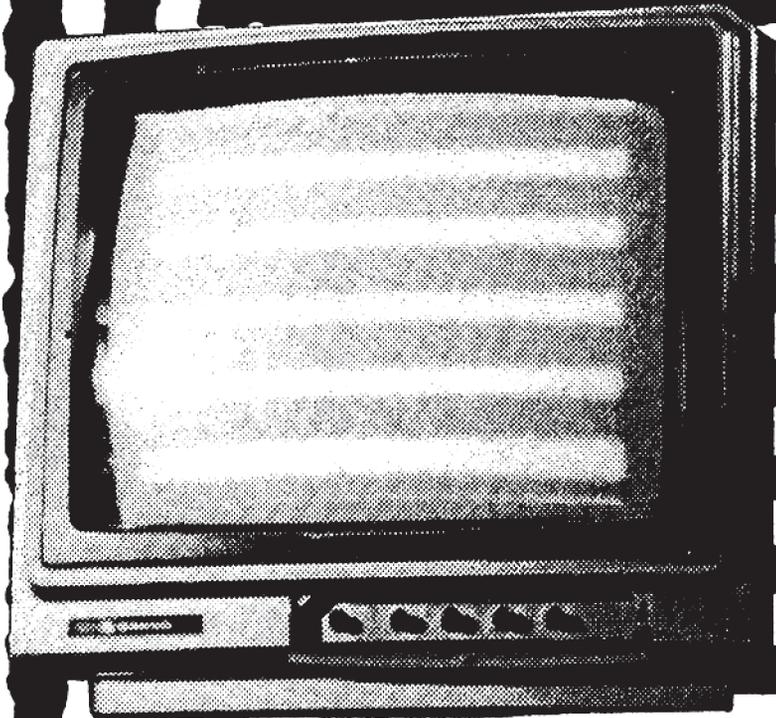
On peut citer deux exemples :

– **La propriété des médias par des multinationales.** Les médias appartiennent aux plus puissantes multinationales de la planète : Microsoft, Matra-Hachette-Lagardère, Aol, General Electric, Mediaset, Bertelsmann, etc. Pourtant ceux qui contestent le pouvoir des multinationales se trouvent comme frappés d'amnésie lorsqu'une filiale de ces mêmes multinationales les convie dans un studio.

– **Le statut social des journalistes et animateurs qui les invitent tout en dirigeant des entreprises de production.** En tant que dirigeants d'entreprises, leurs intérêts ne coïncident pas exactement avec ceux de l'information démocratique, avec les intérêts spécifiques du métier de journaliste, et encore moins à ceux du public.

Parler pour les médias et se taire sur les médias, c'est jouer leur jeu. Cela se fait au détriment d'un travail plus discret d'éducation populaire, qui est l'une des conditions de tout changement social.

Pierre Rimbart
avec la complicité de Serge Halimi,
octobre 2002



PATRICK – On vit aussi dans une société qui nous a habitués depuis des années à nous battre pour ne pas perdre. On vit dans la société du « c'est mieux que rien », « du moindre mal », alors que nous, on serait plutôt pour une société du « meilleur bien » et ça crée un décalage entre les citoyens et les institutions.

PHILIPPE – Cette urgence à laquelle on est confronté quotidiennement, c'est en soi le contraire d'un projet politique. Si personne ne s'occupe de ces questions, on rentre dans un cycle où l'on va d'abord changer la société et ensuite on verra pour qu'il y ait moins d'exclusion, moins de pauvreté et moins de misère. Nous, on pense que c'est le contraire qu'il faut faire. Il faut partir des situations de détresse, d'angoisse, d'avant-garde de situations, pour que la politique gagne en puissance et se développe.

FRANCK P – *La nécessité d'une transformation des formes de résistance. J'aimerais développer l'hypothèse que c'est la mise en relation de différentes catégories de groupes sociaux qui résistent, à savoir comment faire travailler ensemble des journalistes, des militants, des chercheurs qui, chacun, ont leurs occupations et comment les faire se rejoindre sur des luttes. Les milieux militants ne se prêtent pas forcément au problème de la mise en relation et de l'expression commune des conflits.*

LUC – Nous vivons non pas un problème de déficit général de culture et de signification, mais un problème d'excès de culture et de signification par rapport aux procédures et aux pratiques permettant de les mobiliser. Il y a beaucoup trop de savoirs disponibles pour les misérables procédures que proposent soit les entreprises capitalistes, soit les services publics des États qui les servent. J'appelle donc démocratie culturelle ce qui chercherait à dépasser la démocratie capacitaire, non pas en court-circuitant le lien de représentation, mais en essayant de l'habiter, de rendre habitable l'écart de la représentation.

DANIEL – La hiérarchie, c'est comme les étagères plus c'est haut moins ça sert.

ANTONIO – *Lorsque nous disions qu'il y avait sûrement d'autres manières de communiquer, ils nous disaient : « La publicité a fait ses preuves, il y a des évaluations, des prétests, des post-tests et ça a fait sa preuve pour vendre des voitures, donc ça marchera aussi pour la prévention ».*

LUC – À savoir que la nouvelle limite du capitalisme sans limites est désormais d'avoir investi, comme on investit un territoire ennemi, le champ de la culture, et de l'avoir investi au point de le rendre sous-traitant de l'ensemble de la socio-économie. Cela veut donc dire que l'on investit, on produit, on circule, on fait circuler, on diffuse, on consomme des manières de voir, des manières de croire, des manières de désirer le monde. La nouvelle frontière sans frontières, limite sans limites du capitalisme, c'est d'avoir investi ce champ-là.

GÉRARD – *Je voudrais encore donner une information qu'on n'arrête pas de faire passer. On n'a pas le choix. Le travail des formes, des signes, est une forme de lutte. Les forces capitalistes ont depuis longtemps compris la force des signes et comment ils pouvaient occuper un terrain qu'on n'occupe pas. Et comment le capitalisme est devenu la culture dominante en termes de signes. John Berger, l'écrivain anglais avec lequel nous avons eu le bonheur de travailler, dit que dans cette société, il y a toujours une inflation, on produit beaucoup de violence, mais on ne montre jamais de la douleur. Je crois que notre travail consiste aussi à rendre visible les conséquences et à ramener du corps à cette société, parce que le corps s'éloigne de plus en plus au profit de quelque chose d'insaisissable, donc d'irresponsable et sur laquelle on ne peut poser aucune culpabilité. On l'a vu pour le langage, avec des mots comme "exclus". Bourdieu précise bien qu'il n'y a pas "d'exclueurs" dans la langue française. Par contre, si on dit exploités ou opprimés, il y a des oppresseurs et des exploités.*

GÉRARD – Tu dis que les lieux n'existent pas. Il ne faudrait pas croire qu'on est là pour inventer de nouveaux lieux. Dans les villes, il existe des outils, il existe des théâtres, des cinémas, des centres culturels, un grand nombre de lieux et ces lieux-là n'ont pas la pratique ou le courage politique suffisant pour créer des champs d'expérimentation qui affronteraient justement leur discipline sur le terrain de la transformation sociale. Parce qu'il existe aussi des universités, je ne vois pas pourquoi il faudrait en recréer. Le gros problème, c'est qu'il paraît souvent plus simple de créer sa propre entreprise pour mieux la gérer que d'aller mener une bagarre au sein d'une entreprise déjà existante et totalement endormie.

LUC – **Droits culturels, c'est-à-dire des droits à investir culturellement les circonstances de la vie sociale du travail, les circonstances de la vie sociale comme usager et pourquoi pas, les circonstances de la vie sociale comme citoyen.**

MALIKA – Les grandes modifications se font par des modifications au jour le jour. Je suis révolutionnaire, j'espère l'être jusqu'au bout. Le comportement révolutionnaire fait partie d'un mouvement, de quelque chose qui s'entretient. Il n'y a pas de petites questions, de petits problèmes.

FRANCK P – Cette institutionnalisation des mouvements pousse, me semble-t-il, à crier au succès pour entretenir la machine de l'organisation. Ça produit des luttes, des concurrences internes, des luttes dans le champ militant qui prédominent sur les luttes contre l'ennemi commun. Le deuxième problème réside dans la conséquence de cette institutionnalisation qui, à force de vouloir entretenir la machine, de vouloir préserver l'appareil, produit une sorte de transformation inquiétante des moyens comme fins. Ce n'est pas parce qu'on a organisé une grande mobilisation, une grande manifestation de 200 000 personnes que c'est une preuve de succès. Et le fait de prendre le moyen, c'est-à-dire la mobilisation pour la fin, est aussi un signe de cet obstacle que constitue l'institutionnalisation.

RAMDAM – *Est-ce qu'on peut caractériser par le terme capitalisme cette logique qui se développe à l'échelle mondiale? C'est la question que je me pose. Pourquoi? Parce que le terme capitalisme s'est structuré en opposition à un autre modèle d'organisation de la société, qui est la société socialiste...*

FRANCK P – Il y a des chercheurs aujourd'hui qui proposent une forme de travail à partir d'une idée assez belle, qui est l'idée d'un intellectuel collectif et qu'il faut peut-être creuser. Mais cette idée d'intellectuel collectif, qui contredit un peu la division classique du travail politique, se heurte à des obstacles. Ces obstacles tiennent aussi bien au champ intellectuel dont j'ai parlé et qui est fermé sur lui-même et en perte d'autonomie très grande avec l'emprise des médias, qu'aux obstacles internes au champ militant lui-même, et en particulier à l'impossibilité pour le monde militant souvent d'accéder à un niveau réflexif.

FRANCK L – *Le terme capitalisme est un terme qui a quasiment disparu du vocabulaire militant, sauf chez très peu de personnes dont les gens qui sont ici. Je circule en France chez des personnes qui se disent de gauche, qui sont des animateurs socioculturels, des travailleurs sociaux, etc., je pense aussi aux gens du parti socialiste, et ces gens-là n'utilisent plus le mot capitalisme depuis longtemps maintenant. C'est un mot qui a totalement disparu de leur langage. En revanche, ils utilisent des mots comme libéralisme, comme néolibéralisme, qui sont des mots qui ne permettent pas du tout de penser la réalité du capitalisme de la même manière. D'abord, parce que c'est un mot à connotation extraordinairement positive quoi qu'on en dise. Quand tu poses la question de savoir si le mot capitalisme est le bon mot à utiliser aujourd'hui, le problème serait d'en trouver un pour désigner cette réalité d'une manière qui nous permette de la penser d'une façon critique.*

PATRICK – La culpabilisation n'est pas uniquement que dans le rang des chômeurs et des précaires. La société entière se sent coupable, on la rend

coupable, elle a peur, c'est la honte aussi au quotidien, la honte y compris chez les salariés: « Tu n'as pas honte de réclamer plus d'argent alors qu'il y a des millions de gens au chômage? ».

PIERRE R – **Qu'est-ce que c'est que l'opinion publique? L'opinion publique est l'opinion construite par les médias dominants. L'opinion publique se mesure par sondage et ces sondages n'enregistrent, la plupart du temps, que l'activité de ceux qui les élaborent.**

ANTONIO – Pour moi, la prévention, c'est ce qui me touche, me donne de l'émotion, suscite de la pensée, suscite une réplique, m'aide à me situer, à me comprendre ou à comprendre que je n'ai jamais réussi cela. La première fois que j'ai vu « Quelle joie le bonheur », je me suis dit: oui, quelle joie de penser, quelle joie le bonheur. C'est la capacité du cadeau, du don, du plaisir. Au-delà de donner de l'information, c'est susciter de la réflexion, pas obligatoirement à travers le savoir mais aussi par le savoir, se penser dans un monde où les autres existent et résonnent en moi. C'est ce partage, cet échange, cette communauté qui est l'inverse de: je m'adresse à une cible vis-à-vis de laquelle je fais un message, c'est: ma parole, ta parole qui se rencontrent, c'est leur singularité qui, à travers des techniques plastiques ou artistiques, nous renvoient à ce que l'on a de plus intime.

GÉRARD – Les conditions d'exercice du graphisme du grand commerce actuellement demandent beaucoup d'esprit domestique. Ce sont des conditions objectives. Ça ne veut pas dire que des personnes elles aussi ne luttent pas sur d'autres terrains pour s'émanciper de cette contradiction. Je pense que c'est très difficile quand on est placé sur ce terrain où on est chargé de mettre en forme les idées de l'adversaire politique. C'est en effet une contradiction majeure. Mais je pense qu'il existe des journalistes qui se posent ces problèmes et qui luttent, et il y a des graphistes qui, au sein même des entreprises, luttent bien sûr. Mais on est

quand même arrivé me semble-t-il dans un État national où l'esprit général est quand même de l'ordre de la soumission, non avouée bien sûr, mais réelle.

SERGE – *Évidemment, il y a des journalistes qui souhaitent bien faire leur travail, mais il y a un certain nombre de conditions objectives, et également le fait que pour que les journalistes fassent leur travail, il faut qu'ils écrivent dans des journaux, il faut qu'ils s'expriment à la radio, à la télévision, qui sont des entreprises de presse tributaires de la loi des entreprises, qui sont celles du marché, qui sont celles de l'information marchandise. Et quand bien même ils le souhaiteraient, ils ne pourraient pas très longtemps contrecarrer les intérêts de leur propriétaire. Il est inutile de rappeler qu'en France, la plupart des grands médias sont quand même la propriété des grands groupes industriels et financiers qui ont le plus profité de la mondialisation néo-libérale de ces dernières années. Donc, ils ne sont pas à l'extérieur du système, ils ne peuvent pas être le relais d'une expression critique persistante et soutenue dans la mesure où ils ont été les acteurs principaux de ce système. Et, par ailleurs, il y a aussi une question sociale assez élémentaire qui tient au fait que la plupart des journalistes appartiennent à une catégorie sociale, la petite ou la moyenne bourgeoisie, qui a assez largement profité de l'évolution économique de ces dernières années. Et les journalistes, même quand ils ne le voudraient pas, peuvent difficilement rompre des liens qui sont des liens très intenses qui les rattachent à leur univers social. Il y a toutes sortes de contraintes structurelles qui font que la volonté individuelle de certains de jouer un rôle plus critique n'est pas en cause. Ce qui est en cause, c'est leur capacité de l'exprimer dans les médias qui les emploient.*

FRANCK L – **Y a-t-il quelqu'un ici qui a l'intention de se battre pour faire exploser les programmes? Puisqu'on sait que les programmes scolaires sont le lieu qui fabrique de la ségrégation scolaire, sociale, qui la reproduit, qui l'aménage, qui l'installe, etc.**

LUC — Nous vivons l'époque du capitalisme sans limites. Il en a d'ailleurs fait l'aveu sémantique puisque la première dénomination de l'opération de riposte américaine s'appelait « justice sans limites ».

PATRICK — **La remise en question, pour qu'elle soit collective, il faut qu'elle soit individuelle.**

PHILIPPE — Les luttes anti-globalisation, où qu'elles se passent dans le monde, sont irremplaçables. En même temps, si on ne mène que ces luttes-là, on ne risque pas d'inverser les choses. On va se trouver très vite face aux gens qui ont les moyens d'instaurer les choses. On va se trouver très vite face aux gens qui ont les moyens d'instaurer un fascisme doux, lent et de nous mettre dans l'impossibilité de récupérer l'espace public et surtout de revendiquer notre société. On ne peut pas mener la lutte anti-globalisation si on ne commence pas par ce qui se passe dans la cité, dans les transports en commun, dans son entreprise, dans son syndicat, dans tout ce qui fait l'éthique sociale.

ANDRÉ — *On vient dire au monde qu'il y a un espoir et au grand chef qu'il faut arrêter le massacre de la planète et de ses habitants. On occupe la ville, on essaie de rentrer dans la zone interdite, on proteste, on veut que le monde entier sache le désaccord. Pourquoi ces chefs, ces gens, ces responsables s'enferment-ils ainsi? On respire de nos vérités nécessaires, on devient la seule et l'unique alternative, et quand on nous demande: qu'avez-vous à offrir? Nous, on répond: le monde entier. On étale à plaisir le bonheur à venir, venez-y puiser avec nous. On veut pour chaque habitant de la terre un logement avec les sanitaires et l'électricité, de quoi manger, de l'eau potable, du travail et le minimum de respect ce qui, avouez-le, n'est pas trop demandé. On veut que s'ouvrent les frontières, qu'on accueille les étrangers, qu'on contrôle sévèrement les mouvements des capitaux. On est contre la loi de la rentabilité au détriment des êtres humains, contre l'appropriation privée de la propriété des richesses publiques, on ne peut plus les laisser faire. Tout ce que nous voulons est censé et légitime.*

GÉRARD — Je me demande si le quartier n'est pas l'échelle la plus universelle dans la mesure où il s'agit de l'espace des plus grandes intimités. Les gens sont voisins, ils ont la prise de risque la plus forte dans la mesure où leur corps est exposé au plus près du regard des autres. Peut-être qu'une des solutions par rapport à la quantité diversifiée de ces luttes est de les organiser à partir du plus proche de nos vies, de nos rues pour qu'on puisse en assumer pleinement les conséquences.

FRANCK P — À une politique de « containment », c'est-à-dire qu'on laisse vivre des poches de résistance pourvu qu'ils circulent entre eux, pourvu qu'ils soient en réseau, mais que ça ne se diffuse pas trop ailleurs. L'idée que j'aimerais avancer, c'est peut-être que le système ne récupère jamais que ce qui est récupérable. En même temps, j'ai un peu l'impression que la prolifération des liens, des réseaux qui s'installent s'avère compatible avec ce système capitaliste entre guillemets et s'en accommode tout à fait. Ces circuits qui s'ouvrent un peu partout sont en fait un peu fermés sur le reste.

ANNIE — **Dans les mots qui ont disparu, il y a également le mot idéologie. Je ne crois pas que les enjeux soient seulement de l'ordre des intérêts économiques et sociaux. Il y a aussi les enjeux idéologiques.**

GÉRARD — L'image est finalement une espèce de brouillon de la signification. Si une image fait écho chez d'autres personnes, c'est peut-être parce qu'il y a un concentré de signification, de singularité, qui fait alchimie et qui représente souvent un temps de réflexion assez long, un travail qui s'accouche dans le regard de l'autre.

FRANCK P — *C'est quoi le peuple? C'est quoi les classes populaires? Ces mots, ces définitions sont déjà un enjeu de lutte qui est rendu compliqué non seulement par le fait que la culture de masse tient aussi lieu de culture populaire, mais aussi parce qu'il y a des groupes qui ont*

intérêt à promouvoir certaines définitions. Nous-mêmes dans nos pratiques, on tient beaucoup compte des exclus, des exploités, et on oublie souvent les classes moyennes en voie de paupérisation. C'est tous ces problèmes autour des mots, et notamment autour des mots s'attachant au populaire, qu'il convient de retenir. En même temps, ce n'est pas seulement un problème de mots. Derrière les mots, il y a aussi des processus, des gens qui emploient de nouveaux mots, qui ont intérêt à employer ces nouveaux mots, à les trahir aussi. Et ces mécanismes sociaux qui sont en place ne sont pas forcément faciles d'accès. Et la convergence doit se faire aussi entre les groupes de lutte qui, de par leurs points de vue différents, peuvent s'éclairer les uns les autres et pas seulement créer des réseaux au sens horizontal.

GÉRARD — **Pour moi, les luttes de quartier ont une qualité, c'est qu'elles transforment ma vie d'une manière concrète.**

ANDRÉ — Arrive un jeune couple de l'avenir et nous dansons et nous flottons comme au-dessus du sol. Au milieu de ces jeunes gens à la fête et à la tête de ces manifestations, tous maquillés, on est heureux, et lui regardez-le, il est resplendissant et moi resplendissante. On danse, on glisse, on vous parle à vous tous. Écoutez: vive la liberté, liberté pour le monde, non au capitalisme, non au cannibalisme. Planète propre, l'homme n'est pas une marchandise, la femme n'est pas une marchandise. Le monde n'est pas une marchandise. La terre est un être vivant. Tous ensemble pour l'avenir.

A BIENTÔT

Paroles échangées entre: André Bénédetto, Christine Caldéron, Luc Carton, Patrick Gimond, Ramdan Hakem, Serge Halimi, John Jordan, Franck Lepage, Ivana Moncolovic, Daniel Paris-Clavel, Gérard Paris-Clavel, Franck Poupeau, Annie Pourre, Pierre Rimbart, Patrice Spadonie, Antonio Ugidos, Philippe Villechalane, Malika Zédiri

«– Mon envie de politique, ce n'est pas un désir de politique, c'est un désir de vie et c'est une nécessité de politique. »



IVRY-SUR-SEINE, OCTOBRE 2002 – Depuis 1994, l'Observatoire de la ville est un lieu au sommet d'une tour, qui est mis à disposition pour appréhender la ville à partir d'une lecture du paysage urbain. Avec l'OPHLM, des élèves viennent partager leurs points de vues avec des acteurs de la ville : facteurs, élus, médecins, artistes, retraités, mères de famille, architectes, militants associatifs...

photo Alain Label



IVRY-SUR-SEINE, OCTOBRE 2002 – «... dès que nous pouvons voir, nous nous apercevons que nous pouvons aussi être vus. Le regard de l'autre se croise avec notre regard pour confirmer notre appartenance au monde visible» l'écrivain John Berger résume ce que nous souhaitons partager à l'Observatoire de la ville.

photo Leonardo Divrio